

#6 Réponses de la protection sociale à la Covid-19

Relever les défis de la charge des soins dans le contexte de la pandémie

Introduction

Les femmes à travers le monde se sont retrouvées en première ligne des réponses et des impacts de COVID-19. D'une part, comme elles constituent la majorité des travailleuse-eur-s des services de santé et des services sociaux dans de nombreux pays, les femmes courent un plus grand risque de contracter le virus. D'autre part, les obstacles structurels liés à l'inégalité des chances économiques, associés aux préjugés sexistes répandus, font que les emplois, les entreprises et les revenus des femmes sont susceptibles d'être plus exposés que ceux des hommes aux retombées économiques de la crise. Ces risques sont particulièrement graves pour certaines catégories de travailleuse-eur-s informels qui n'ont pas d'emploi, de revenu et de sécurité sociale, notamment les travailleuse-eur-s domestiques, les travailleuse-eur-s agricoles et les petits commerçants, parmi lesquels les femmes sont surreprésentées, ainsi que les travailleuse-eur-s migrants et les réfugiés¹.

En outre, les mesures de confinement destinées à freiner la propagation de la pandémie ont accru le travail non rémunéré des femmes, qui assument la charge supplémentaire de l'enseignement à domicile et des soins aux malades et aux personnes âgées. Des recherches récentes sur l'impact de la COVID indiquent que dans de nombreux endroits, les mesures de confinement et de couvre-feu ont aggravé des taux déjà élevés de violence domestique.² Il est donc essentiel que les gouvernements, le secteur privé et la société civile adoptent des mesures et des initiatives tenant compte de la question du genre pour atténuer l'impact de la crise sur les femmes. Dans ce dossier, nous examinons les différentes mesures que les gouvernements ont introduites pour alléger la charge des soins pour les femmes travaillant dans le secteur informel.

Si la garde d'enfants est effectivement un aspect important de la charge des soins, il est essentiel de se rappeler que la garde d'enfants gratuite ou subventionnée n'est pas le seul moyen d'alléger la charge des soins. C'est pourquoi nous examinons également dans ce dossier les programmes gouvernementaux de sécurité alimentaire, en particulier les programmes d'alimentation scolaire et les livraisons de colis alimentaires à domicile, les prestations de vieillesse, les compléments de pension pour les enfants et les personnes handicapées, les services de soutien aux victimes de la violence sexiste et la mise en place d'horaires de travail flexibles et de congés payés, autant d'initiatives qui peuvent contribuer à

¹ Organisation de Coopération et Développement Économiques (OCDE) 'COVID-19 crisis in the MENA region: impact on gender equality and policy responses' 10 Juin 2020, p. 2.
<http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-in-the-mena-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses-ee4cd4f4/>

² OCDE, 'COVID-19 crisis in the MENA region', p.2.

alléger la charge des soins et à reconnaître la nécessité d'une planification politique tenant compte de la dimension de genre en réponse à la COVID.

Assistance à l'enfance

Un aspect essentiel de la charge des soins est celui de la garde des enfants. Lorsque la pandémie a frappé, de nombreux établissements de garde d'enfants et écoles du monde entier ont fermé leurs portes, laissant les travailleuse-eur-s essentiels et les travailleuse-eur-s informels - qui ne pouvaient pas arrêter de travailler - sans options adéquates de garde d'enfants. Selon le [Suivi de Réponses de la Banque Mondiale](#), seuls 9 pays ont mis en place une sorte de mesures d'aide à la garde d'enfants, la plupart en Europe occidentale. D'autres mesures de garde d'enfants, telles que les programmes d'alimentation scolaire, semblent avoir été mises en œuvre de manière beaucoup plus large.

Cela révèle une dimension de genre distincte de la crise, les femmes étant les plus touchées par les responsabilités familiales. En Afrique du Sud, par exemple, lorsque les écoles ont fermé au mois d'avril, les travailleuse-eur-s ont dû équilibrer leur temps sur le marché du travail avec une augmentation inattendue des responsabilités ménagères. Les données de la première vague de la [South African National Income Dynamics Study Coronavirus Rapid Mobile \(NIDS-CRAM\) Survey](#), révèle que 65 % des femmes ayant un emploi informel ont déclaré passer plus de temps en avril à s'occuper des enfants (contre 58 % des hommes). L'augmentation inégale de la responsabilité de la garde des enfants en avril a été particulièrement prononcée chez les employés informels où 70 % des femmes (et seulement 50 % des hommes) ont déclaré une augmentation de la responsabilité de la garde des enfants.³

Les travailleuse-eur-s informels qui sont des parents, et en particulier les femmes, ont dû trouver un équilibre entre l'augmentation de la responsabilité de la garde des enfants et la nécessité de gagner un revenu. En conséquence, les femmes travaillant dans le secteur informel ont connu une diminution plus importante de leurs heures de travail et de leurs revenus pendant la période de crise, par rapport aux hommes. La réduction du temps de travail typique des femmes dans l'économie informelle entre février et avril a été de près de 50 %. En conséquence, l'écart global entre les sexes en matière de revenus dans l'économie informelle s'est sensiblement creusé entre février et avril, et les femmes exerçant une activité indépendante informelle ont déclaré gagner beaucoup moins.⁴

³ Michael Rogan, et Caroline Skinner 'The Covid-19 crisis and the South African informal economy 'Locked out' of livelihoods and employment', 15 Juillet 2020, p.21. <https://cramsurvey.org/wp-content/uploads/2020/07/Rogan-Covid-crisis-and-the-South-African-informal-economy.pdf>

⁴ Rogan, et Skinner 'The Covid-19 crisis and the South African informal economy, p.22.

Cela suggère que la garde d'enfants n'est pas considérée comme une priorité politique, et tant que forme particulière de garde est négligée. Même avec les mesures de confinement les plus strictes, on n'a pas fait grand-chose pour s'assurer que les services de garde d'enfants soient mis à la disposition des travailleuse·eur·s essentiels. Cela suggère un manque de sensibilité au genre dans les mesures d'intervention d'urgence de COVID dans le monde entier. En Amérique latine, le gouvernement du Costa Rica a décidé de maintenir les structures de garde d'enfants ouvertes pour les [familles qui n'ont pas suspendu leurs activités](#) et devait fonctionner même pendant les mesures de confinement / contention partielle. Selon la déclaration du gouvernement, cette mesure a été mise en œuvre pour arrêter le "transfert [de] la charge des soins aux personnes âgées, qui font partie du groupe à risque qui constitue leur réseau de soutien familial". À [Trinidad et Tobago](#), le gouvernement a décidé que les parents qui travaillent et qui n'ont pas de système de soutien pour s'occuper de leurs enfants pourraient avoir accès à un congé pandémie pendant la fermeture des écoles.

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, après la pression des groupes de femmes, le gouvernement Jordanien a décidé d'assouplir les mesures précédentes qui ont déterminé la fermeture des garderies. En juin, le [gouvernement a adopté de règlements permettant la réouverture de garderies](#). Ces règlements comprennent, entre autres, l'obligation pour tous les travailleuse·eur·s des crèches de subir un test négatif pour le coronavirus avant de retourner au travail.

En Corée du Sud, le gouvernement a mis en œuvre une mesure de soutien à la garde d'enfants pour les ménages à faible revenu qui passent de la garde de jour à la garde à domicile, dans le cadre de laquelle la travailleuse·eur aurait droit à une subvention de W50,000/jour (US\$ 4.2).

Offrir aux femmes des congés payés ou des horaires de travail flexibles est un autre moyen d'aider les femmes à gérer leur travail et leurs responsabilités familiales. [En Palestine](#), Des mesures ont été prises pour soutenir les femmes qui travaillent et qui ont des responsabilités de garde d'enfants, car des écoles et des crèches ont dû fermer. En particulier, le gouvernement a demandé aux entreprises de permettre aux femmes salariées ayant des enfants de moins de 10 ans de prendre un congé payé exceptionnel ou de leur offrir des conditions de travail flexibles. Des mesures similaires ont été mises en œuvre en [Égypte](#), lorsque les femmes enceintes ou les mères d'enfants de moins de 12 ans ont bénéficié d'un congé exceptionnel, en vertu d'un décret ministériel visant à permettre à toutes les mères qui travaillent d'accomplir leurs tâches familiales sans perdre leur emploi. Si ces mesures sont plus susceptibles de viser les travailleuse·eur·s du secteur formel, les mêmes principes pourraient être appliqués à certains secteurs de l'économie informelle. Par exemple, offrir des horaires de travail flexibles pour les travailleuse·eur·s domestiques et les travailleuse·eur·s à domicile.

Alimentation scolaire

Selon une [estimation du Programme Alimentaire Mondiale](#), 161 pays ont fermé leurs écoles à cause de la pandémie. Cela signifie que quelque 346 millions d'enfants dans le monde n'ont pas pu prendre de repas à l'école. C'est un aspect très important du développement des enfants, car dans de nombreux pays, la nourriture fournie par l'école est le principal repas de la journée pour des millions d'enfants.

Alors que les pays ont mis en place des mesures de confinement, les autorités de bon nombre de ces endroits ont mis en œuvre des politiques visant à garantir l'approvisionnement en nourriture pour les enfants, l'Amérique latine en tête. Selon l'étude de la Banque mondiale, 27 programmes ont été mis en œuvre par 25 pays dans le monde. En Argentine, au Belize, en Bulgarie, en Colombie et en République dominicaine, les gouvernements ont distribué des stocks de nourriture scolaire sous forme de rations à emporter à la maison. Dans de nombreux pays, cela a représenté un effort logistique important. Au Chili, par exemple, 1,8 million de paniers de nourriture ont été livrés chaque mois, depuis le début de la pandémie. Au total, [12 millions d'unités ont été délivrées](#) pour les enfants et les adolescents de mars à août dans tout le Chili. Dans le cas du Guatemala, le gouvernement s'est arrangé avec les associations de parents d'élèves pour organiser des rations à emporter à la maison pour être ramassées à l'école. En Bolivie, une bourse familiale (Bono Familia) de 500 bolivianos (US\$ 72) était versée aux familles pauvres ayant des enfants en âge d'aller à l'école, par mesure de sécurité alimentaire, puisque ces enfants recevaient normalement un petit déjeuner à l'école.

Une approche décentralisée a été adoptée au Brésil, où une loi a été adoptée permettant aux maires d'utiliser les ressources du Fonds de développement de l'éducation nationale (FNDE) pour acheter et distribuer des paniers de nourriture aux étudiants. En dehors de la région Amérique latine et Caraïbes, en Inde, le gouvernement de l'État du Kerala a livré des ingrédients alimentaires pour les repas de midi à plus de 300 000 enfants qui étudient dans 33,115 anganwadis (crèches rurales) fermés en raison de la pandémie. Ici, les enseignants ont résolu le problème de la distribution en emballant et en livrant eux-mêmes les fournitures. Empruntant une voie similaire, le gouvernement provincial du Cap-Occidental en Afrique du Sud a alloué des fonds supplémentaires pour soutenir les 483,000 enfants qui bénéficient du programme de nutrition scolaire de la province.

À son tour, le Cap-Vert a adopté une stratégie ciblée axée sur les enfants les plus vulnérables. Le gouvernement y a lancé un programme visant à soutenir 30 000 enfants issus des ménages les plus pauvres. En Jamaïque, au lieu de nourriture, les familles dont les enfants sont inscrits dans des écoles primaires et secondaires et qui bénéficient du programme de transfert conditionnel d'argent (PATH) du pays ont reçu un complément de J\$150 (US\$ 1) par jour, tandis que les enfants en bas âge reçoivent 100 dollars jamaïcains (US\$ 0,70) par jour pour l'alimentation scolaire pendant la fermeture de l'école. De même, à Trinité-et-Tobago, les familles dont les enfants sont inscrits au programme national d'alimentation scolaire et dont les revenus ont été affectés par la pandémie ont reçu un bon temporaire sous forme de carte alimentaire équivalent à US\$ 75.

Compléments de pension et d'allocations familiales

Le complément des pensions ou l'octroi de subventions spéciales pour les personnes âgées et les personnes handicapées offrent d'autres possibilités de soutien au travail de soins, car ils contribuent à la sécurité des personnes âgées. L'État de Delhi en Inde, par exemple, a doublé sa pension pour les veuves, les personnes handicapées et les personnes âgées, couvrant 850 000 bénéficiaires, pendant un mois durant la pandémie. L'Afrique du Sud a complété son allocation de soutien aux enfants (CSG) avec R300 par enfant en mai 2020, et ensuite avec R500 par soignant pendant cinq mois. Les îles Cook ont mis en place un paiement unique à verser en plus de l'aide sociale actuelle, d'un montant de \$400 par bénéficiaire, afin d'aider les plus vulnérables car ils sont non seulement exposés au risque sanitaire du COVID19 mais aussi à son impact économique. Cette subvention en espèces n'était disponible que pour les personnes qui figurent actuellement sur la liste des infirmes, des indigents et des retraités.

En Argentine, le gouvernement a inclus la population âgée vulnérable qui bénéficiait du régime de pension non contributif (PUAM) dans les bénéficiaires éligibles d'un programme d'assurance vie, la Subsidio de Contención Familiar (SCF). Cette prestation était à l'origine destinée aux familles de travailleuse-eur-s retraités du secteur formel. Le montant de la SCF a été porté de AR\$6000 à AR\$15 000. Dans le cas de l'Afrique du Sud, alors que ces mesures auraient fait une différence importante, elles ont été critiquées pour être insuffisantes en termes de montant et limitées en termes de portée. L'organisation Pietermaritzburg Economic Justice and Dignity Group calcule le coût mensuel d'un régime alimentaire de base nutritif pour un enfant à R670 et d'un modeste panier alimentaire mensuel pour un ménage à R3,474. Cela met en perspective le supplément de R500 par aidant. Cette subvention contribuera à couvrir les besoins de première nécessité, mais ne couvrira pas ces coûts. L'Institut pour la justice économique souligne également que le fait de limiter l'augmentation de la CSG à chaque aidant, et non à chaque enfant, signifie une diminution de près d'un tiers de l'aide aux personnes les plus pauvres, et de 2 millions de personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté alimentaire.⁵

Reconnaître la vulnérabilité des travailleuses du secteur informel à la violence domestique

La charge accrue des soins à laquelle sont confrontées les travailleuses du secteur informel coïncide avec le fait que les femmes passent plus de temps à la maison. Cela peut à son tour accroître la vulnérabilité de toutes les femmes, y compris les travailleuses informelles, à la violence domestique ou sexiste. Le fait d'être confinées et isolées pendant un confinement, l'absence de routine professionnelle et les soucis financiers et de subsistance accrus peuvent

⁵ Rogan, and Skinner 'The Covid-19 crisis and the South African informal economy, p.10 -11. <https://cramsurvey.org/wp-content/uploads/2020/07/Rogan-Covid-crisis-and-the-South-African-informal-economy.pdf>

Ces mémoires sont à l'état de projet, car ils sont en cours d'élaboration. Si vous souhaitez citer, veuillez contacter l'équipe WIEGO à: laura.alfers@wiego.org



exacerber les abus existants ou créer un environnement où ils se produisent pour la première fois.

Un récent [Rapport de l'OIT sur les réponses à la COVID 19](#) note que de nombreux pays ont témoigné d'une incidence croissante de la violence domestique depuis l'épidémie de COVID-19 et le verrouillage qui l'a accompagnée. [L'évaluation rapide de WIEGO](#) sur l'impact des mesures de santé publique sur les moyens de subsistance et la santé des travailleuse·eur·s informels le confirme, en indiquant que "les mesures de verrouillage augmentent la menace de violence domestique parmi les femmes travaillant dans le secteur informel". Il s'agit là d'une autre dimension spécifique de genre de la pandémie qui doit être reconnue et prise en compte.

En outre, le fait d'être enfermé chez soi pendant la pandémie rend encore plus difficile la déclaration et la recherche d'aide, en particulier si un survivant ne peut pas quitter la maison pour aller travailler ou effectuer d'autres tâches de routine. Reconnaître la valeur du travail de soins non reconnu des femmes - et la charge disproportionnée qu'elles supportent pendant toute crise en termes de soins - signifie également reconnaître la plus grande vulnérabilité des femmes à la violence domestique. Le gouvernement du Liban a fait cela en mettant en place une nouvelle ligne d'assistance téléphonique pour les cas de violence domestique lors de COVID-19. Les travailleuse·eur·s à domicile en Asie du Sud le comprennent également, et c'est pourquoi l'accès à des services d'urgence spécialisés dans les cas de violence domestique ou d'autres urgences juridiques a été demandé dans leur récente [Charte de Revendications de HomeNet Asie du Sud](#).

Réflexions finales

Ces mémoires sont à l'état de projet, car ils sont en cours d'élaboration. Si vous souhaitez citer, veuillez contacter l'équipe WIEGO à : laura.alfers@wiego.org



L'adoption d'une approche sensible au genre de la planification des secours COVID-19 exige de réfléchir plus largement à la signification du travail de soins, tout en reconnaissant l'importance centrale de services de garde d'enfants abordables, pratiques et de qualité, en tant que facteur de facilitation pour toutes les travailleuses, mais surtout pour celles du secteur informel.

Alors que les gouvernements mettent en place d'importants programmes économiques et sociaux pour contrecarrer l'impact de la pandémie et préparer leur relance après la crise, la crise pourrait-elle ouvrir un nouvel espace pour la reconnaissance de la valeur du travail de soins dans la planification et la politique à plus long terme ? La pandémie COVID-19 représente également une opportunité pour les pays de s'attaquer aux problèmes structurels auxquels les femmes et les filles sont confrontées et qui ont été exacerbés par la crise. Seul l'avenir nous le dira.

COVID 19: StreetNet International et WIEGO engagement & nouveautés

StreetNet International lance une série de réponses COVID-19 [Best Practices and Guidelines](#) en s'appuyant sur les initiatives des affiliés dans le monde entier.

Laura Alfery, Directrice du Programme de protection sociale (SPP) de WIEGO, a participé du webinar *Social Protection in Southern Africa: The Role of Social Protection and Emergency Response to COVID-19* organisé par Southern African Social Protection Experts Network (SASPEN) <http://www.saspen.org/home/en/> Et aussi sur [Care and Labour Rights](#)

Rachel Moussié, directrice-adjointe de SPP, a pris part au webinar [Accelerating the Realization of Gender Equality and the Empowerment of all Women and Girls](#) organisé par le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies le 21 juillet et a participé du lancement du rapport [Women's human rights in the changing world of work](#) de Groupe de Travail sur la discrimination contre les femmes de Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Ce rapport intègre les recommandations soumises par WIEGO.

À PROPOS DE WIEGO

Les femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (WIEGO) est un réseau mondial qui vise à garantir les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous pensons que tous les travailleuse-eur-s devraient avoir les mêmes chances et les mêmes droits économiques. WIEGO crée le changement en renforçant les capacités des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, en élargissant la base de connaissances sur l'économie informelle et en influençant les politiques locales, nationales et internationales. Visitez le site <http://français.wiego.org/>.